

Votre Agent Général
M. BEGUINOT HERVE
TECHNOPARC IMMEUBLE 1
1 ALLEE MOULIN BERGER
69130 ECULLY
☎ 04 37 50 28 80
☎ 04 72 53 93 19
✉ AGENCE.BEGUINOT@AXA.FR

réinventions notre métier



N°ORIAS 08 045 454 (ERVE
BEGUINOT)

Site ORIAS www.orias.fr

N° portefeuille : 69111144

STE CARRELAGES BERRY
122 ZO DE LA TEPPE
01380 SAINT ANDRE DE BAGE

Votre contrat

Construction BTPlus
Souscrit le 01/01/2016

Vos références

Contrat
5498775204
Client
2807346504

Date du courrier
03 janvier 2017

Votre attestation BTPlus

AXA France IARD atteste que :
STE CARRELAGES BERRY
122 ZO DE LA TEPPE
01380 SAINT ANDRE DE BAGE

Est titulaire du contrat d'assurance n° 5498775204 à effet du 01/01/2016.
Ce contrat BTPlus garantit:

Pour les chantiers ouverts après le 01/01/2017 et jusqu'au 01/01/2018:

- Sa responsabilité civile décennale découlant des articles 1792 et 1792-2 du Code Civil, qu'elle peut encourir en sa qualité de constructeur telle que visée au 1er alinéa de l'article 1792-1 du même code, pour les travaux de construction soumis à l'obligation d'assurance.
Cette garantie est conforme aux dispositions légales et réglementaires régissant l'assurance de responsabilité obligatoire dans le domaine des travaux de construction tel que prévu par les articles L.241-1 et L.241-2 du Code des Assurances, et fonctionne selon les règles de la capitalisation.
- Lorsque l'assuré est sous-traitant, le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du code civil et apparus après la réception au sens des articles 1792-6 du même code, dès lors que sa responsabilité est engagée du fait des travaux de construction qu'il a réalisés, à l'exclusion de ceux visés à l'article L.243-1-1 du Code des Assurances.
Cette garantie est gérée selon le régime de la capitalisation.

Pour les réclamations notifiées à l'assureur à compter du 01/01/2016 et qui se rapportent à des faits dommageables survenus avant la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, la responsabilité qu'elle peut encourir en qualité de locateur d'ouvrage ou de sous-traitant pour :

- Les dommages subis après réception par les éléments d'équipements dissociables des ouvrages soumis à l'assurance obligatoire à la réalisation duquel l'assuré a contribué.
- Les dommages matériels intermédiaires affectant un ouvrage soumis à l'assurance obligatoire survenant après réception et dont la responsabilité incombe à l'assuré.

RECEVU PAR LE CLIENT



RECEVU PAR LE CLIENT



- Les dommages matériels accidentels en cours de chantier à sa charge et atteignant les travaux, objet de son marché (pour les seules garanties figurant au tableau ci-après), lorsqu'ils surviennent :

- o Les missions de l'assuré portant sur des travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P¹ ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P².
- o Les procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
 - o d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P³,
 - o d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
 - o d'un Pass'innovation " vert " en cours de validité.

3 Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

- a Les interventions de l'assuré sur des chantiers de construction dont le coût global¹ TTC de construction tous corps d'état y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à 15 000 000 €.
- o Toutefois, ce coût est porté à 30 000 000 € pour autant que l'assuré bénéficie d'une garantie au titre d'un Contrat Collectif Responsabilité Décennale (CCRD), conforme à l'article R.243-1 du Code des Assurances et à l'annexe III de l'article A.243-1 du même code.
 - o Le coût définitif de construction ne pourra excéder de plus de 10 % les montants indiqués ci-dessus.

1 On entend par coût global, le coût total prévisionnel de construction tous corps d'état y compris honoraires.

Le contrat n'a pas pour objet de garantir une activité de constructeur de maisons individuelles, avec ou sans fourniture de plans, telle que définie par la loi du 19 décembre 1990 et son décret d'application du 27 novembre 1991.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

Vos références
Contrat
5458775204
Client
2897346644

réinventons notre métier



La présente attestation est valable jusqu'au 01/01/2018 et ne peut engager l'assureur en dehors des limites qui conditionnent l'application du contrat et au-delà desquelles l'assuré doit se rapprocher de son assureur.

Fait à ECULLY, le 03/01/2017

M BEGUINOT HERVE
Votre Agent Général

Document communiqué par l'assureur

Vos références
Contrat
549877520-4
Client
280736604

réinventons notre métier



Activités assurées

Activités "Travaux" réalisées dans le domaine du Bâtiment (suivant la nomenclature FFSA d'activités des entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics) et des travaux publics :

Activités « travaux » réalisées dans le domaine du Bâtiment.

DIVISIONS-AMENAGEMENT

Revêtements de surfaces en matériaux durs - Chapes et sols coulés

Activités Couvertes :

- Système de protection à l'eau sous carrelage

Activités exclues :

- Utilisation de techniques d'agrafage, d'attache
- Chapes et sols coulés à base de résine ou synthétique, y compris sols sportifs et industriels
- Sols conducteurs, anti-rayons X

Autres activités réalisées

GARANTIE ACCORDEE POUR LES TECHNIQUES NON COURANTES SUIVANTES:

1/ La pose scellée dans les locaux P4S dont les caractéristiques de roulage dépassent celles du DTU 52.2 de décembre 2010, tout en n'excédant pas 1 tonne/roue pour les roues à bandage durs ou 2 tonnes/roue pour les roues à bandage pneumatique sous la condition stricte de respect d'un délai de 7 jours avant le passage piétonnier et de 14 jours pour les engins roulants. Ce respect devra pouvoir être justifié par tout moyen à l'assureur.

2/ La pose sur plancher chauffant, sans mise en chauffe préalable, en pose scellée adhérente ou en pose collée, sous vérification d'un délai minimal de séchage de deux mois de la couche d'enrobage et vérification de l'hygrométrie par test à la bombe à carbure. Les résultats des contrôles hygrométriques devront faire l'objet d'un procès verbal daté.

3/ La pose de carreaux dont les formats sont supérieurs à 3600 cm² sous réserve de respecter les conditions de mise en oeuvre du CPT n° 3666 du CSTB de décembre 2009

4/ La pose de carreaux céramiques dont l'éclatement est supérieur à 2 (scellé) et supérieur à 3 (collé) sous réserve que les surfaces revêtues avec ces carreaux n'excèdent pas 150 m² par chantier, limitée aux locaux classés P3 et hors plancher chauffant.

Pour les autres locaux et autres cas ne rentrant pas dans ce cadre, et notamment les locaux industriels, une prise en charge au cas par cas sera étudiée avec l'établissement d'attestations spécifiques pour chaque chantier.

Cas particulier des carreaux KERLITE de taille 100X100.

AVANTAGE / GARANTIE



AVANTAGE / GARANTIE

Vos références
Contrat
S498775204
Client
2207346604



réinventons notre métier



Utilisation STRICTE du produit KERLITE épaisseur 3,5 mm avec mise en place de joints de fractionnement pour toutes surfaces supérieures à 50 M² et EXCLUSIVEMENT pour des bâtiments d'habitation.

() Les chiffres entre parenthèses accolés aux activités correspondent au code de la nomenclature type du référentiel des activités réalisées dans le domaine du BTP.

Document Technique



Document Technique

Vos références
Contrat
5498775204
Client
2307346604

réinventons notre métier



Montants des garanties et des franchises

(sous réserve des dispositions prévues au chapitre III des Conditions générales)

Garanties	Montant de la garantie en €	Montant de la franchise en €
Dommages sur chantier	Montant unique pour l'ensemble des garanties par année d'assurance	Par sinistre
<ul style="list-style-type: none"> « Effondrement des ouvrages (art 2.1) « Autres dommages matériels aux ouvrages (art 2.2) « Dommages matériels aux matériaux (art 2.3) « Dommages matériels aux installations, matériels de chantier et ouvrages provisoires (art 2.4) « Attentats, tempêtes, ouragans, cyclones, grêle (art 2.5) 	595 392 €	1 488 €
« Catastrophes naturelles (art.2.6)		Franchise légale
Responsabilité civile décennale	Montant par sinistre	Par sinistre
« Responsabilité décennale pour travaux de construction soumis à l'assurance obligatoire (art 2.8)	A hauteur du coût des réparations (1)	1 488 €
« Responsabilité de sous-traitant en cas de dommages de nature décennale (art 2.9)	9 923 200 €	1 488 €
« Responsabilité décennale pour travaux de construction non soumis à l'assurance obligatoire et limitée à l'atteinte à la solidité (art 2.10) GARANTIE NON SOUSCRITE	GARANTIE NON SOUSCRITE	GARANTIE NON SOUSCRITE
Responsabilités courantes	Montant unique pour l'ensemble des garanties par année d'assurance	Par sinistre
<ul style="list-style-type: none"> « Bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables des ouvrages soumis à l'assurance obligatoire (art 2.12) « Dommages immatériels consécutifs (art 2.15) « Dommages matériels aux existants par répercussion (art 2.14) « Dommages matériels intermédiaires affectant un ouvrage soumis à l'obligation d'assurance (art 2.13) 	992 320 €	1 488 €

(1) Sans pouvoir excéder le montant du seuil de déclenchement du Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD)

Régulation / Régulation



Régulation / Régulation

Vos références
 Contrat
 5498775204
 Client
 2807346684

réinventons notre métier



Responsabilité civile du chef d'entreprise (art 2.17)	Limites de garantie en €		Montant de la franchise en €
Garanties Tous dommages confondus y compris les extensions spécifiques :	Montant par sinistre	Montant par année	Montant par sinistre
• Avant réception	7 442 400 €		1 488 €
• Après réception	5 953 920 €	5 953 920 €	1 488 €
Dont avant/après réception			
• Dommages matériels	1 488 480 €	1 488 480 €	1 488 €
• Dommages immatériels	992 320 €	992 320 €	1 488 €
• Dommages de pollution	744 240 €	744 240 €	1 488 €
• Faute inexcusable	992 320 €	1 984 640 €	1 488 €
• Défense recours	19 846 € par litige		1 488 €
Extensions spécifiques (art 2.17.3)			
• Frais financiers en cas de référé provision	Mêmes montants et sous-limitations		1 488 €
• Mise en conformité avec les règles de l'urbanisme et erreur implantation			
• Mission de pilotage mandataire commun			
• Négocier et vente de matériaux de construction (Garantie non souscrite)			
• Travaux non constitutifs d'ouvrages	50 000 €	50 000 €	1 488 €
Protection juridique	GARANTIE NON SOUSCRITE		

Délai maximum de prescription : 10 ans à compter de la date de réception



Délai maximum de prescription : 10 ans à compter de la date de réception

2
Attestation sur l'honneur relative à la lutte contre le travail dissimulé

Je soussigné : LOUVEAU Hervé, Président
Représentant l'entreprise : SAS CARRELAGES BERRY
Adresse : 122 zone de la Teppe
01380 SAINT ANDRE DE BAGE

atteste sur l'honneur :

- 1) Dans tous les cas, avoir déposé, auprès de l'administration fiscale, à la date figurant sur cette attestation (article R324-4 1° b)
 - a) L'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;
 - b) Et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises : (pour le candidat qui n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et qui n'est pas en mesure de produire un extrait K ou K-bis ou une carte d'identification justifiant d'une inscription au RM)
- 2) dans le cas où j'emploie des salariés, de la réalisation du travail par des salariés régulièrement employés au regard des articles L320, L143-3 et R143-2 du code du travail (article R324-4 3°)

Fait à St André de Bâgé le 18 juillet 2016.

Signature

(nom et qualité du signataire ayant le pouvoir d'engager le candidat)

LOUVEAU Hervé, Président

CARRELAGES BERRY SAS
122 zone de la Teppe
01380 SAINT ANDRE DE BAGE
03 44 10 40 00